

## 2 Politique

Entretien avec le président du Conseil national de la Démocratie

**Séraphin Ndaot Rembogo : « La politique de la chaise vide a toujours été contre productive pour l'opposition »**Propos recueillis par O. N. & A. M.  
Libreville/Gabon

Depuis la mise en place du bureau du Conseil national de la démocratie (CND), les uns et les autres, se demandent ce qu'il en est réellement. Nombreux épousent l'idée selon laquelle, cette institution, n'est qu'une coquille vide, voilà pourquoi, le gouvernement ne lui donne pas les moyens de fonctionner. C'est donc dans cette ambiance que nous avons rencontré son président, par ailleurs président du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS). Il nous livre ici les raisons ayant retardé le fonctionnement du CND. Tout comme il revient sur le positionnement actuel de son parti. Lecture.

**L'union :** Le bureau du Conseil national de la Démocratie (CND) est mis en place depuis plusieurs mois. Jusqu'à présent, il n'y a aucune lisibilité quant à l'action de cette institution que vous dirigez. Où en êtes-vous ? Disposez-vous déjà d'une feuille de route ?

**Séraphin Ndaot Rembogo :** Il y a effectivement un retard à l'allumage, si je peux m'exprimer ainsi. Deux raisons essentielles expliquent cette situation : la première est matérielle et la seconde est juridique. Sur le premier point, l'État vient de doter cette institution d'un siège situé au boulevard triomphal. Le CND dispose désormais d'un espace de travail. Mais cet immeuble anciennement occupé par le Conseil d'État n'est pas équipé en mobilier. Il est entièrement vide. Nous avons alors entrepris toutes les démarches pour qu'il soit occupé en mobilier. Par ailleurs, nous attendons aussi que le budget de fonctionnement soit mis à notre disposition, qu'un agent comptable soit nommé, et que la codification soit faite, etc. Nous espérons que la direction générale du Budget à laquelle nous nous sommes adressés, fera diligence pour que le CND commence effectivement à fonctionner. La deuxième raison évoquée plus haut, tient au fait que l'ordonnance qui a mis en place le CND est en voie de ratification au Parlement. Nous avons appris qu'elle fait l'objet d'une navette entre les deux Chambres et qu'une commission paritaire est mise en place pour son adoption en termes juridiques identiques. Nous espérons que cette loi sera votée avant les vacances du Parlement et qu'elle sera promulguée selon la procédure d'urgence. Sachez quand même que les membres du Bureau et le secrétaire général se réunissent toutes les semaines ici et là pour faire avancer ces dossiers.

L'un des handicaps constatés dans le fonctionnement du CND, ce qui finalement pourrait compromettre son efficacité, est lié aux divergences relevées au niveau des acteurs politiques. Une très large partie de l'opposition boude ce cadre. Comment entendez-vous concilier les différentes positions afin que le CND

devienne crédible aux yeux de tous ?

- Votre question m'amène à faire trois brèves observations. D'abord, le CND n'a pas été mis en place pour l'opposition, mais pour les acteurs de toutes les tendances politiques. Et, la grande majorité de ces acteurs a bien participé à la première assemblée électorale qui avait mis en place le bureau du Conseil, qui est l'organe exécutif de cette institution. Cette majorité d'acteurs politiques de tous bords participera effectivement aux travaux du Conseil. C'est l'essentiel. Ensuite, il est à observer, pour le déplorer, que certains acteurs politiques qui avaient réclamé à cor et à cri la réhabilitation du Conseil déclarent le récuser, alors qu'il a été rétabli avec des compétences accrues. Ils allèguent, entre autres raisons, qu'elle ne peut pas remplir sa mission avant même que cette institution ne fonctionne et ne rende sa première décision. Ils rejettent cet organe avant même de l'avoir expérimentée. Allez-y comprendre !

En réaction à cette position pour le moins dogmatique, certains ont parlé d'incohérence et d'immaturité politiques de la part de ceux qui entendent boycotter le CND.

Enfin, pour ma part, en tant que président du CND, je ne ferai aucun commentaire, j'entends me placer au-dessus de toutes ces polémiques stériles, et me mettre au travail avec la grande majorité des acteurs politiques qui, eux, entendent bien siéger au CND. Je dirai simplement qu'en politique, il faut savoir exploiter toutes les opportunités et le CND actuel me paraît être une excellente opportunité pour contribuer à améliorer significativement notre système démocratique. J'invite les acteurs indécis à bien vouloir réfléchir, la politique de la chaise vide a toujours été contre-productive pour l'opposition. Mais, c'est à chacun de se déterminer librement. C'est un choix de crédibilité et de maturité politique.

**Que répondez-vous au Front uni de l'opposition et à l'UFA qui réclament l'implication de la communauté internationale pour dialoguer avec le pouvoir ?**

- En tant que président du CND, je m'interdis de commenter ou d'apprécier publiquement telle ou telle position de tel ou tel acteur politique. Tout comme je n'entends pas du tout jauger la pertinence de leurs propos.

**Mais en tant que responsable politique de l'opposition, une telle exigence vous paraît-elle réalisable alors que le CND a été mis en place pour justement faciliter ce dialogue inclusif et sans tabou que l'opposition réclame ?**

- Vous avez vous-même répondu à votre question. Pour ma part, je n'ajouterai aucune périphrase qui soit susceptible d'exégèse.

Lors de la dernière sortie de votre parti à Port-Gentil, votre porte-parole a fait une déclaration pour le moins tonitruante, qui a suscité de nombreuses réactions très controversées. D'aucuns y ont même vu l'officialisation de l'ancrage du PDS au sein de la mouvance qui soutiendra le président Ali Bongo Ondimba à la



Me Séraphin Ndaot Rembogo : "Pour la Présidentielle de 2016, toutes les options sont ouvertes."

**Présidentielle de 2016. Quelle analyse faites-vous de cette intervention ?**

- L'intervention inattendue du conseiller Joël Pono, dont vous faites état, était en fait sa cogitation personnelle sur les brimades et les trahisons successives dont notre parti a toujours été l'objet. Je reconnais, pour le déplorer, que cette réflexion personnelle d'un cadre du parti au cours de cette cérémonie, était inopportune et immature. Mais en aucun cas, cette sortie maladroite n'engage le PDS qui ne l'avait pas mandaté. C'est la raison pour laquelle la hiérarchie du parti vient de le destituer de sa fonction de porte-parole. Même si au sein de notre parti chaque militant est libre de ses propos. Pour l'essentiel, le PDS reste un parti de l'opposition qui n'est ni au gouvernement, ni dans la majorité présidentielle. S'agissant de la prochaine Présidentielle, le congrès se prononcera le moment venu. Mais, sachez que le PDS ne prépare pas une élection mais trois. La prochaine Présidentielle qui agite déjà le landerneau politique, mais également les Législatives et les Locales à venir ? Pour nous, il n'y a pas que la Présidentielle. S'agissant de ce rendez-vous électoral capital, je vous dirai que c'est un sujet qui n'est pas tabou mais qui n'est pas encore à l'ordre du jour. Mais rassurez-vous, le PDS s'impliquera pleinement à cette élection majeure. Le prochain congrès, conformément à nos statuts, définira notre choix. Et, toutes les options sont ouvertes. Le parti peut soit présenter un candidat issu de ses rangs, c'est la première option ; soit soutenir un candidat unique de l'opposition si le programme de ce dernier est partagé par le PDS, c'est la deuxième option ; soit soutenir un candidat dont le programme intègre les fondamentaux du PDS en matière de développement et du social, c'est la troisième et dernière option.

**Cela ne va-t-il pas renforcer l'idée que se fait une partie de l'opinion qui trouve votre positionnement quelque peu ambigu ?**

- Le PDS n'étant ni au gouvernement ni dans la majorité présidentielle, il est par voie de conséquence dans l'opposition. Vu que depuis sa création, notre parti

prône l'alternance politique. C'est limpide par rapport à la sociologie politique. C'est un parti de l'opposition. Seulement voilà, l'opposition au Gabon peut être qualifiée d'opposition polymorphe et polychrome. Il est donc nécessaire de clarifier notre position dans cette nébuleuse oppositionnelle. Notre formation politique ne s'inscrit pas dans un registre d'opposition compulsive, obsessionnelle, revancharde qui fait dans la violence, le dénigrement systématique et l'imprécation. Le PDS ne combat pas un homme, un patronyme, et sans discernement, tous les actes qu'il pose. Notre combat vise plutôt un système que certains qualifient d'asservissement, de prédation, un système qui, depuis

50 ans, a secrété des maux qui ont plongé un pays potentiellement riche dans la fange de la précarité. Nous entendons changer ce système décadent par un autre plus apte à promouvoir un développement multidimensionnel et multi-sectoriel du pays. Cette mutation devra se faire par l'alternance démocratique. Notre conception de l'opposition est la suivante et nous n'avons cessé de la clamer. Quand le pouvoir en place pose un acte qui va dans le sens de l'intérêt général, nous l'approuvons sous réserve. Nous l'avons fait ouvertement lorsque le président de la République a décidé de lutter contre la pauvreté et le dénuement dans notre pays. Nous n'avons pas hésité à souscrire le Pacte social proposé à cette fin. Mais quand ce même pouvoir pose un acte qui nous paraît contraire à notre vision, nous le désapprouvons ouvertement, ça a été le cas par exemple avec la biométrie que nous avons qualifiée de torsadée, en l'absence d'un système d'authentification. Telle est, en substance, notre conception de l'opposition républicaine et responsable. Cependant, il nous revient que cette conception de l'opposition renvoie à une image brouillée de notre parti et que certains acteurs politiques et même certains de vos confrères ne la partagent pas. Libre à eux de la constater, après tout, nous sommes en démocratie. Mais nous entendons maintenir le cap. Cette image nous paraît plus productive. Et nous le constatons sur le terrain.

PDG

**Réunion du Comité permanent aujourd'hui**

Selon un communiqué émanant du secrétariat exécutif du Parti démocratique gabonais (PDG), les membres du Comité permanent du Bureau politique de ladite formation politique sont conviés à une réunion, ce vendredi 3 Juillet 2015 à 14h00, "au lieu habituel". Celle-ci sera présidée par le "Distinguée Camarade Président".